



En couverture



Frédérique Vidal,
 ministre
 de l'Enseignement supérieur

“ Nous créerons un contrat de réussite globale en 2018 ”

La nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Frédérique Vidal, présidait jusqu'à présent l'université de Nice-Sophia Antipolis. Elle compte s'attaquer dès cette année à l'échec en licence.

Challenges. L'énorme pagaille déclenchée par le logiciel Admission post-bac (APB), avec des milliers de jeunes encore sans affectation au mois d'août, illustre-t-elle un système à bout de souffle ?

Frédérique Vidal. Cette plateforme informatisée devait éviter l'arbitraire des longues files d'attente pour les inscriptions à l'entrée de certaines universités. Mais le système présente deux défauts. Toutes les formations du supérieur n'y sont pas présentes, comme de nombreuses formations paramédicales ou encore Sciences-Po. Et puis l'étudiant peut formuler énormément de choix. A l'arrivée, celui qu'il obtient ne figure pas toujours parmi ses premiers vœux et ne correspond donc pas forcé-

ment à un projet d'orientation construit. Certains candidats sont même tirés au sort à l'entrée de licences dont l'accès est pourtant ouvert à tous les bacheliers. C'est un système inefficace, injuste et incompréhensible, que j'ai décidé de réformer profondément dès l'année prochaine. Mais au-delà du seul problème du système APB, le vrai gâchis, ce sont les 60% d'échec en licence.

Cette faillite, c'était déjà la priorité de vos prédécesseurs, sans grand résultat...
 Nous voulons créer un contrat de réussite étudiant qui englobe tous les aspects nécessaires à cette réussite : à la fois les conditions d'accès à l'université, avec une meilleure orientation grâce aux prérequis attendus, et la condition de vie étudiante, avec les questions de logement, de transport et de santé. Plusieurs groupes de travail feront des propositions concrètes à partir de la fin octobre afin que nous puissions mettre en place ces réformes dès le début de l'année prochaine.

Face à la croissance démographique, les présidents d'université chiffrent leurs besoins supplémentaires à 1 milliard. Les aurez-vous ?

Le président de la République et le Premier ministre ont indiqué que l'enseignement supérieur faisait partie des priorités du gouvernement, et cette priorité sera reflétée dans le budget 2018. C'est un gage de confiance pour l'université, qui doit armer la jeunesse pour réussir.

La loi autorise désormais les universités à sélectionner les candidats en master.

Un tabou est-il tombé ?

Cette réforme a été décidée par mes prédécesseurs. Elle est mise en œuvre cette année. Jusqu'à présent, la sélection se faisait à l'entrée en M2, mais il y avait une zone grise, avec des refus d'admission, le tout sans cadre légal. Désormais, l'entrée en master 1 se fait sur la base de critères clairs et transparents. Elle permet par ailleurs d'éviter que des élèves ne quittent l'université sans diplôme à la fin ►►



Bruno Levy pour Challenges

“ Notre mission : que l’obtention du bon diplôme permette l’entrée sur le marché du travail ”

►►► du M1 – à condition bien sûr de réussir leurs examens. Je rappelle que la réforme repose sur le principe du droit à la poursuite d’études, qui garantit à tout étudiant diplômé de licence une possibilité réelle de poursuivre en master.

Comment les étudiants doivent-ils gérer la sélection en master ?

Frédérique Vidal. Il leur appartient, avec l’aide du dispositif Trouvermonmaster.gouv.fr, ainsi que des sites des universités et des équipes pédagogiques, de s’informer sur le champ disciplinaire qui les intéresse, les spécialisations proposées, et de s’y préparer. Ils doivent aussi s’informer sur les possibilités de suivre cette formation en alternance, de partir étudier une année à l’étranger, sur les stages professionnels proposés, le taux d’insertion et le niveau de rémunération des diplômés.

L’insertion professionnelle constitue l’une de vos priorités. Comment l’améliorer ?

L’une des missions de notre système d’enseignement supérieur, c’est de former les étudiants en master dont notre pays a besoin et de faire en sorte que l’obtention du bon diplôme permette l’entrée sur le marché du travail. Nous le devons à nos étudiants et à leurs familles. Nous leur devons une information claire et complète sur les perspectives professionnelles à l’issue de leurs études, pour mûrir leurs choix d’orientation – tout particulièrement en master. Dans ce cadre, permettre l’accès à des filières où les besoins existent, comme l’informatique, me paraît bien sûr judicieux. **Propos recueillis par Kira Mitrofanoff**